Commission
de l'équité salariale
Québec

T76E65
E88
2004/05
QL
P. gouv.

ÉTUDE DES CRÉDITS

2004-2005

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

BIBLIOTHÈQUE
18 MAI 2004
ASSEMBLÉE NATIONALE

Commission
de l'équité salariale
Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS

2004-2005

Demande de renseignements généraux

BIBLIOTHÈQUE
18 MAI 2004
ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TABLE DES MATIÈRES

		PAGE
1.	Comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire, entre les crédits 2003-2004 et 2004-2005.....	1
2.	Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom, le titre du titulaire ainsi que le numéro de téléphone.....	2
3.	Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :.....	4
	- tirage; - coût; - distribution; - imprimeur.	
4.	Liste des voyages hors Québec depuis le 1er avril 2003.....	5
	- endroits et dates du départ et du retour; - but du voyage; - personnes rencontrées; - noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre); - pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés; - bilan et résultat des rencontres.	
5.	Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels :.....	6
	- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2003-2004 et les prévisions pour 2004-2005; - les noms des fournisseurs; - le but visé par chaque dépense.	
6.	Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2003-2004 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :.....	8
	- liste et coût; - copie des soumissions; - copie du questionnaire et du résultat; - firme ayant obtenu le contrat.	
7.	Liste des études commandées, à l'extérieur ou à l'intérieur, durant l'exercice financier 2003-2004 à la demande du ministère ou de l'organisme :.....	9
	- liste et coût; - copie des soumissions; - copie des études; - firme ou individu ayant obtenu le mandat; - copie du contrat.	

8. Contrats de moins de 25 000 $ octroyés en 2003-2004..... 10

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

9. Le montant, pour l'année 2003-2004, de chacune des dépenses suivantes :..... 18

- la photocopie;
- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :
  a) au Québec b) à l'extérieur du Québec.

10. Nombre et répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin, du personnel féminin, du personnel handicapé, des communautés culturelles, des anglophones et des autochtones pour chaque catégories d'emploi pour l'exercice financier 2003-2004 et les prévisions pour 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007..... 19

11. À chacun des mois du dernier exercice budgétaire 2003-2004, pour chaque ministère et organisme et ce, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :..... 20

a) nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
b) nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.)
c) nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

12. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis 2001-2002 :..... 21

- évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

- évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

- nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

- nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

- niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

- nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années.

13. La liste des baux pour les espaces loués de la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :..... 23

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2003-2004, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail.

14. Liste des baux auxquels la SIQ a mis fin en 2003-2004, et prévisions 2004-2005..... 24

15. Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2003-2004, qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles :..... 25

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2003-2004, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire et/ou le nom de la firme.

16. Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels depuis le 29 avril 2003..... 26

17. La liste du personnel du cabinet de chaque membre du Conseil des ministres au 1er mars 2004 en indiquant pour chaque individu :..... 27

- la date de l'entrée en fonction;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- la description de tâches;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 29 avril 2003;
- le nombre total d'employés au cabinet;
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée.....

18. Liste des sommes d'argent versées en 2003-2004 à même le budget discrétionnaire :..... 29

a) du ministre
b) du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
   - le nom de l'organisme ou de la personne concernés;
   - le montant attribué;
   - le projet visé et le résultat.

19. La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2002-2003 et 2003-2004; pour chacun de ces programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007..... 30

20. Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :..... 31

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité;
- la prévision 2003-2004 et 2004-2005.

21. Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère ou l'organisme qui n'occupe aucun poste dans ce ministère ou cet organisme :..... 32

- nom de la personne;
- poste occupé;
- salaire;
- assignation initiale;
- date de l'assignation hors structure;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

22. Liste du personnel rémunéré par le ministère ou l'organisme et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :..... 33

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

23. Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère ou à l'organisme :..... 34

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

24. Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :..... 35

- le salaire de la personne;
- le montant reçu du régime de retraite.

25. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée)..... 36

26. Évolution de la masse salariale de chaque cabinet ministériel depuis 1989..... 39

27. Liste de tous les abonnements du ministère ou de l'organisme et le coût :..... 40

- services Internet d'information;
- livres;
- journaux;
- magazines;
- bulletins électroniques et/ou papiers;
- clubs privés ou autres;
- billets de saison;
- etc.

28. Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :..... 41

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- les coûts de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- qui est responsable du contenu sur le site;
- qui est autorisé à faire des modifications sur le site;
- quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait? quel a été le coût? quels sont les critères qui ont justifié les changements?

29. Quels sont les programmes spécifiques qui sont offerts aux jeunes (15-35 ans), le nombre de participants ainsi que le coût de la mesure, du service ou du programme?..... 42

30. Pour chacun des ministères ou organismes publics ou parapublics, lors de mission à l'étranger :..... 43

- la liste des ententes signées et/ou annoncées;
- les détails de ces ententes;
- les résultats obtenus à ce jour.

31. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale..... 44

32. Dépenses effectuées en 2002-2003 par chaque ministère et chaque organisme dans les technologies de l'information :..... 45

a) téléphonie;
b) matériel informatique;
c) logiciels;
d) programmation;
e) formation.

33. Liste et copie de tous les contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats..... 46

34. Liste et copie des sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats..... 47

35. Méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels..... 48

36. Pour chaque ministère et organisme, le cas échéant, le nombre de réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail..... 49

37. Pour chaque ministère et organisme, les budgets consacrés à la sécurité des ministères (interne ou par contrat à l'externe) en 2001-2002, 2002-2003 et ceux prévus pour 2003-2004..... 50

38. Pour chaque ministère et organisme, le nombre et la nature des griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles visant à assurer la confidentialité des informations ainsi que le nombre de sanctions imposées aux employés et aux cadres à l'égard de ces mêmes politiques..... 51

39. Modification à une directive existante ou toute nouvelle directive s'appliquant à tous les ministères ou organismes, ou particulière à certains ministères ou organismes, à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information ainsi que toutes les sommes investies dans l'application de ces mesures par chacun des ministères et organismes incluant le ministère de la Sécurité publique..... 52

40. Nominations, depuis le 29 avril 2003, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs : liste, mandats, contrats, résultat du travail effectué, échéances prévues, sommes impliquées..... 53

41. Pour chaque ministère et organisme, toute nouvelle entente ou lettre d'entente ainsi que toute modification à une entente existante avec le gouvernement fédéral, l'un de ses organismes ou un autre organisme qui a son propre conseil d'administration mais dont les fonds proviennent à plus de 50 % du gouvernement fédéral ou de l'un de ses organismes..... 54

42. Études commandées en 2003-2004 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics, les contrats liés à ces études, les mandats détaillés, l'échéance prévue et les montants impliqués..... 55

43. Pour 2003-2004, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en distinguant pour chacune des régions..... 56

44. Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2003-2040 ainsi que les prévisions pour 2004-2005 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciel ou équipements) pour la mise en place du gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues..... 57

45. Rapports et évaluation des missions effectuées à l'étranger par le premier ministre, sa conjointe, les ministres, les ministres délégués, les hauts fonctionnaires..... 58

46. Liste et copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel..... 59

47. Liste et copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information par un ministère, organisme ou un cabinet ministériel..... 60

48. Liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres..... 61

49. Pour chacun des ministères et organismes, le nombre de poste non combles depuis février 2004..... 62

50. Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2003-2004, en précisant le nombre depuis février 2004..... 63

51. Pour chaque ministère et organisme, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2003-2004 et mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles..... 64

52. Nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres..... 65

53. So67lutions proposées par chaque ministère ou organisme dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État à la demande du Conseil exécutif, du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement..... 66

54. Liste des contrats confiés à l'externe par chaque ministère ou organisme à des fin de réingénierie (discours, séances de remue-méninges, etc.)..... 67

55. Sommes dépenses pour les voyages en avion de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger..... 68

56. Nombre d'attachés politiques qui ont signé les directives du premier ministre intitulées *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*..... 69

57. Montants versés à chacun des traiteurs ayant fait affaire avec chaque ministère (incluant les cabinets ministériels) et organisme en 2003-2004..... 70

58. Pour chaque ministère et organisme, évolution depuis 2000 du nombre de fonctionnaires responsables des dossiers de condition féminine et prévision d'effectifs pour 2004-2005..... 71

59. Publications relatives à la condition féminine pour 2003-2004, publiées pour chaque ministère et organisme..... 72

60. Rapports de tous les comités interministériels et de tous les groupes de travail pour chaque ministère et organisme en 2003-2004..... 73

61. Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres..... 74

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

1. COMPARAISON DES CRÉDITS 2003-2004 ET 2004-2005.

Comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire, entre les crédits 2003-2004 et 2004-2005.
Veuillez vous référer au Cahier explicatif des crédits du portefeuille du Travail transmis avec l'ensemble de la documentation de l'étude des crédits 2004-2005.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2. ORGANIGRAMME.

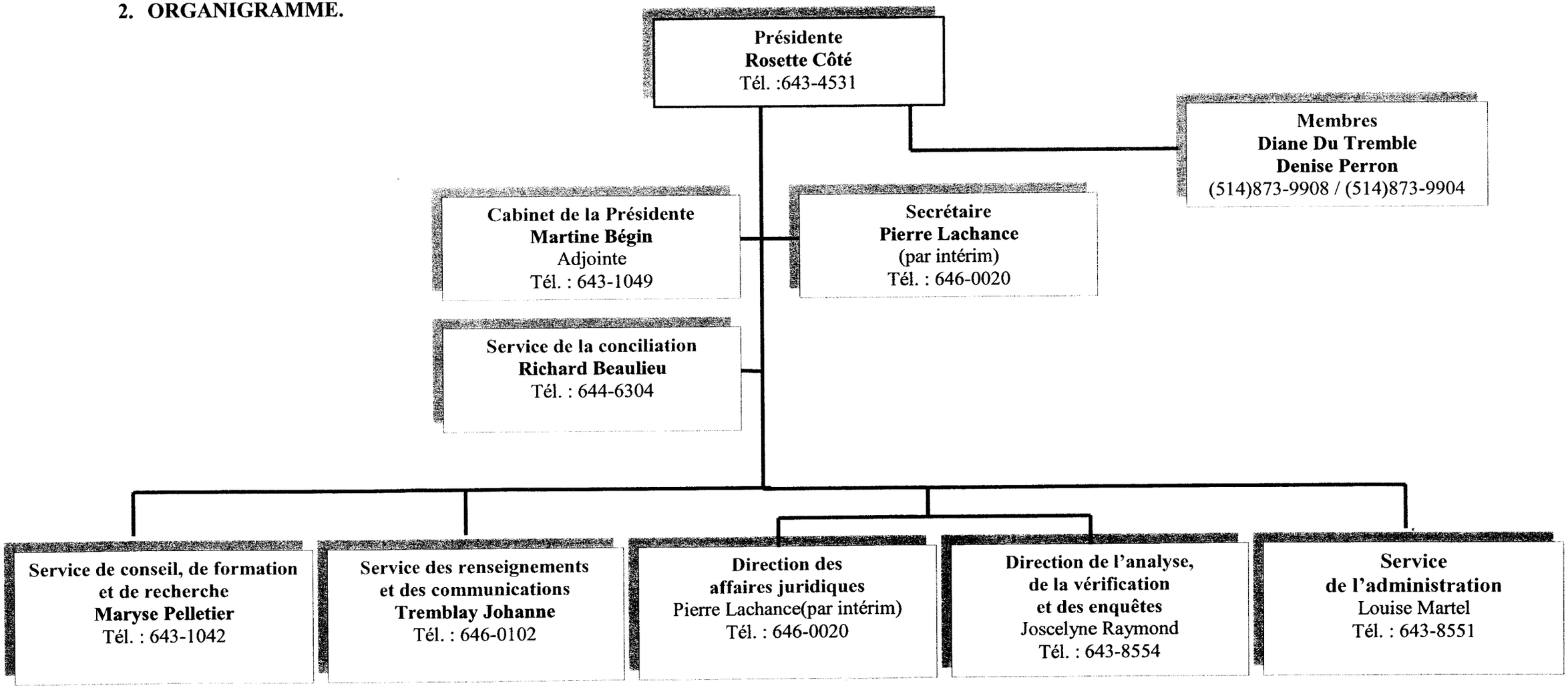
Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom, le titre du titulaire ainsi que le numéro de téléphone.
L'organigramme est présenté à la page suivante.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2. ORGANIGRAMME.



COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

3. PUBLICATIONS.

Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :

- **tirage;**
- **coût;**
- **distribution;**
- **imprimeur.**

TITRE	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	IMPRIMEUR
• Rapport annuel de gestion 2003-2004	400	2 045 $	160	Ose Design
• Info-Équité : Le maintien de l'équité salariale dans les entreprises de 50 salariées ou plus	5 000	1 220 $	719	Imprimerie Héon & Nadeau
• Guide pour réaliser l'équité salariale dans les entreprises de 10 à 49 personnes salariées, 2ième édition	2 000	2 085 $	1 130	Copie Express
• Aide-mémoire – Progiciel pour réaliser l'équité salariale en un coup d'œil	1 000	458 $	232	Copie Express
• Progiciel (CD-rom)	1 400	5 350 $	222	Contact Visuel
• Bulletin d'information de la Commission de l'équité salariale, avril 2003	2 000	885 $	1 109	Imprimerie Héon & Nadeau
• Bulletin d'information de la Commission de l'équité salariale, novembre 2003	2 000	585 $	1 166	Imprimerie Héon & Nadeau
• Reprographie de divers documents d'information déjà parus	11 900	10 060 $	10 000	Centre de reprographie gouvernementale
	Total	**22 688 $**		

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1ER AVRIL 2003.

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM DES PARTICIPANTS
		S/O		

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5. DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT SUR INTERNET) ET DES ARTICLES PROMOTIONNELS.

Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels :

- **les sommes dépensées pour l'exercice financier 2003-2004 et les prévisions pour 2004-2005;**
- **les noms des fournisseurs;**
- **le but visé par chaque dépense.**

TOTAL DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ	COÛT
DÉPENSES EN 2003-2004	
TOTAL	81 769 $
DÉPENSES PRÉVUES EN 2004-2005	
TOTAL	100 000 $

TITRE DU PROJET	COÛT	FOURNISSEUR
Articles promotionnels		
▪ Bloc notes	1 365 $	L.G. Chabot
▪ Kiosque	7 600 $	Ose Design
▪ Paraposte	1 350 $	Ose Design
Publicité		
▪ L'équité salariale, une plus value pour les femmes et les entreprises	2 340 $	Le Devoir, Cahier spécial syndicalisme
▪ Promotion du progiciel pour réaliser l'équité salariale	10 134 $	Journal Les Affaires
▪ Promotion du progiciel pour réaliser l'équité salariale	4 905	Les Affaires Hors série

TITRE DU PROJET	COÛT	FOURNISSEUR
▪ Promotion du progiciel pour réaliser l'équité salariale	3 920 $	Magazine PME
▪ Promotion du progiciel pour réaliser l'équité salariale	7 355 $	Magazine Affaires Plus
▪ Promotion du progiciel pour réaliser l'équité salariale	5 510 $	Revue Commerce
▪ Promotion du progiciel pour réaliser l'équité salariale	3 755 $	CA Magazine
▪ Promotion du progiciel pour réaliser l'équité salariale	2 850 $	Le Détaillant
▪ Promotion du progiciel pour réaliser l'équité salariale	2 500 $	Le Radar
▪ Promotion du progiciel pour réaliser l'équité salariale	2 850	L'Édition
▪ Promotion du progiciel pour réaliser l'équité salariale	2 855 $	Réseaux
▪ Promotion du progiciel pour réaliser l'équité salariale	2 200 $	Affaires Hôtelières
▪ Promotion du progiciel pour réaliser l'équité salariale	1 530 $	ARQ Info
▪ Promotion du progiciel pour réaliser l'équité salariale	2 400 $	Quorum
▪ Promotion du progiciel pour réaliser l'équité salariale	3 150 $	Urba
▪ Promotion du progiciel pour réaliser l'équité salariale	3 260 $	Le Journal Industriel
▪ Promotion du progiciel pour réaliser l'équité salariale	3 790 $	Transport Magazine
▪ Promotion du progiciel pour réaliser l'équité salariale	4 350 $	L'Édition
▪ Promotion du progiciel pour réaliser l'équité salariale	500 $	Ordre des comptables généraux (site wed)
▪ Promotion du progiciel pour réaliser l'équité salariale	1 300 $	Ordre des comptables généraux (bulletin électronique)
TOTAL	**81 769 $**	

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

6. SONDAGES ET GROUPES DE DISCUSSIONS EFFECTUÉS À LA DEMANDE DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME.

Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2003-2004 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :

- **liste et coût;**
- **firme ayant obtenu le contrat.**

Léger Marketing inc.

Fournir des services reliés à la préparation et à la réalisation d'un sondage téléphonique visant à identifier des catégories d'emplois masculins présentes dans des entreprises ayant réalisé leur exercice d'équité salariale.

Coût : 15 000 $

Léger Marketing inc.

Fournir des services reliés à la préparation et la réalisation d'un Sondage sur l'état d'avancement des travaux en matière d'équité Salariale dans les entreprises québécoises.

Coût : 23 520 $

Total : 38 520 $

Voir annexe Q-6

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

7. ÉTUDES COMMANDÉES DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2003-2004.

Liste des études commandées, à l'intérieur ou à l'extérieur, durant l'exercice financier 2003-2004 à la demande du ministère ou de l'organisme :

- **liste et coût;**
- **firme ou individu ayant obtenu le mandat.**

OPUS MUNDI Canada	Recherche: Comment comprendre les critères pour établir la prédominance sexuelle.	2 400 $

Voir annexe Q-7

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8.A CONTRATS DE MOINS DE 25 000 $ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Acti-Com inc.	Formation : Rédaction persuasive.	2 880 $
Acti-Com inc.	Formations : Rédaction persuasive, Rédaction claire et simple et Rédaction de rapports.	11 240 $
Le Groupe Renaud & Associés inc.	Services professionnels dans le cadre du programme d'aide aux employés. (Montant maximum : 5 700 $ par année)	5 700 $
CelluBoutique	Achats d'équipements de télécommunications.	2 291 $
Computer Média Group	Achats de cartouches d'encre.	10 092 $
CRIM	Services d'accompagnement pour l'acceptation d'un produit logiciel.	3 400 $
CRIM	Validation de la portabilité du « Progiciel CÉS ».	1 400 $

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8.A CONTRATS DE MOINS DE 25 000 $ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION (suite)

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Daniel Maltais	Formation sur les approches de gestion.	1 500 $
Drake International inc.	Remplacement d'une téléphoniste-réceptionniste.	5 700 $
École nationale d'administration publique (ENAP)	Formation « Les indicateurs stratégiques pour une gestion par les résultats : sensibilisation et paramètre de développement ».	2 500 $
École nationale d'administration publique (ENAP)	Consultation sur la refonte de la planification stratégique.	7 150 $
Barreau du Québec	Formation : Médiation civile et commerciale.	1 100 $
Les Entreprises Bigknowledge (Versalys Formation)	Formation en informatique.	2 000 $
HEC Montréal	Formation : La gestion de projets.	1 526 $
Bell Canada	Inscription d'affaires (annuaire téléphonique).	7 855 $
Les Plantes Univert	Entretien et fourniture de plantes.	1 452 $

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8.A CONTRATS DE MOINS DE 25 000 $ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION (suite)

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Minolta	Location de photocopieurs (Québec et Montréal).	3 463 $
Ricoh	Location d'un photocopieur (Québec).	3 706 $
	Sous-total Administration	74 955 $

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8.B CONTRATS DE MOINS DE 25 000 $ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Caractéra inc.	Services d'entretien du site internet.	10 000 $
Cossette Communication inc.	Services-conseils en publicité et production du matériel publicitaire pour un progiciel d'application de l'équité salariale.	8 000 $
Cossette Communications inc.	Services-conseils pour planifier et de développer une stratégie de communication pour le lancement du progiciel d'application de l'équité salariale.	5 763 $
Communication DEMO	Revue de presse électronique.	5 629 $
Contact Visuel	Duplication, assemblage et insertion du CD-R relié au Progiciel.	4 180 $
Joseph Clermont inc.	Divers travaux d'impression.	1 598 $
Ose Design inc.	Production du rapport annuel de gestion de la Commission.	6 000 $

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8.B CONTRATS DE MOINS DE 25 000 $ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS (suite)

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Ose Design inc.	Graphisme des bulletins externes de la Commission.	5 000 $
Ose Design inc.	Conception et production de divers outils reliés au progiciel pour réaliser l'équité salariale.	8 000 $
Ose Design inc.	Conception et production d'un nouveau visuel axé sur les PME pour le kiosque de la Commission.	7 600 $
Parlimage	Formations : « Faire face aux médias » et « Encadrement de porte-parole ».	5 850 $
Serge Laliberté	Traduction de texte.	2 019 $
Ose Design inc.	Conception du matériel relié à la Tournée de formation pour le progiciel.	10 000 $
ORÉUS Médias	Location d'espace d'exposition.	6 000 $
	Sous-total Communications	85 639 $

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8.C CONTRATS DE MOINS DE 25 000 $ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

CONTRATS RELIÉS À L'INFORMATIQUE

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Groupe SDI inc.	Services-conseils et travaux dans le but de procéder à des ajouts ou modifications aux systèmes informatiques, assister le personnel affecté aux systèmes informatiques, assurer la relève de ce personnel et exécuter divers travaux connexes.	24 900 $
Groupe SDI inc. (Progiciel)	Programmation reliée au développement du Progiciel en équité salariale.	20 000 $
Informatique EBR	Achats d'équipements informatiques (serveur, imprimante).	10 826 $
Les Ordinateurs Prosys-Tec	Achats d'ordinateurs.	12 690 $
Les services conseils Systématix inc.	Mise en place d'un site de développement informatique.	8 118 $
CEV	Achat d'un projecteur multimédia.	2 355 $
DELL Computer Corporation	Achat d'un portable.	2 339 $
	Sous-total Informatique	81 228 $

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8.D CONTRATS DE MOINS DE 25 000 $ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DU TRAVAIL (LA MISSION)

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Léger Marketing	Préparation et réalisation d'un sondage sur l'état d'avancement des travaux en matière d'équité salariale dans les entreprises québécoises.	23 520 $
Léger Marketing	Préparation et réalisation d'un sondage téléphonique visant à interroger les responsables au sein de l'entreprise pouvant fournir des informations précises concernant l'équité salariale. Cette recherche vise essentiellement à identifier des catégories d'emplois masculins présentes dans des entreprises ayant réalisé un exercice d'équité salariale.	15 000 $
OPUS MUNDI Canada	Recherche: Comment comprendre les critères pour établir la prédominance sexuelle.	2 400 $
Résolution Optima inc.	Formation en enquête.	24 800 $
Ose Design inc.	Travaux de graphisme reliés à la journée de l'équité salariale du 19 novembre 2003.	24 000 $
M. Richard P. Chaykowski	Conférence ayant pour thème « Les nouvelles formes d'organisation du travail » dans le cadre de la Journée de l'équité salariale 2003.	1 000 $
Mme Rosemary Warskett	Conférence ayant pour thème « La couverture des travailleuses non syndiquées » dans le cadre de la Journée de l'équité salariale 2003.	1 000 $
M. Paul Durber (Opus Mundi Canada)	Conférence ayant pour thème « Le changement dans la prédominance de certaines catégories d'emplois et l'équité salariale » dans le cadre de la Journée de l'équité salariale.	1 500 $

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8.D CONTRATS DE MOINS DE 25 000 $ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2003-2004.

CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DU TRAVAIL (LA MISSION) (suite)

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Mme Sophie Raymond (Groupe Conseil Aon)	Conférence ayant pour thème « Les nouvelles formes de rémunération et l'équité salariale » dans le cadre de la Journée de l'équité salariale.	1 000 $
Mme Marie-Josée Legault	Conférence ayant pour thème « La cession ou l'impartition de services et l'équité salariale » dans le cadre de la Journée de l'équité salariale 2003.	1 000 $
Mme Claudette Ross	Synthèse critique ayant pour thème « Les principaux défis de l'équité salariale en regard des grands bouleversements du monde du travail » dans le cadre de la Journée de l'équité salariale 2003.	1 000 $
Mme Marie-Térèse Chicha	Conférence ayant pour thème « La situation de l'équité salariale au Canada » dans le cadre de la Journée de l'équité salariale 2003.	1 000 $
Mme Ariane Tennant	Conférence ayant pour thème « La situation de l'équité salariale en Europe » dans le cadre de la Journée de l'équité salariale 2003.	1 000 $
M. Jacques-André Lequin	Conférence ayant pour thème « Le maintien de l'équité salariale et la négociation des conventions collectives » dans le cadre de la Journée de l'équité salariale 2003.	1 000 $
Hotel Europa	Logistique dans le cadre de la Journée de l'Équité (location de salles, de matériels, etc.)	8 716 $
Sono Vidéo inc.	Location d'équipement audiovisuel et de traduction simultanée dans le cadre de la Journée de l'Équité.	4 618 $
Voyage Inter-Pays inc.	Transport aérien de conférenciers dans le cadre de la Journée de l'Équité.	1 995 $
	Sous-total Relations du travail	114 549 $
	Grand Total	**356 371 $**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9. DÉPENSES DE PHOTOCOPIE, DE TÉLÉPHONIE CELLULAIRE, DE TÉLÉAVERTISSEURS, DE MOBILIER DE BUREAU, DE DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE, DE FRAIS DE TRANSPORT, DE FRAIS D'HÉBERGEMENT, DE FRAIS DE REPAS, DE PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTES SESSIONS DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT.

Le montant, pour l'année 2003-2004, de chacune des dépenses suivantes :

- **la photocopie;**
- **la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;**
- **les téléavertisseurs;**
- **le mobilier de bureau;**
- **les distributeurs d'eau de source;**
- **le remboursement des frais de transport;**
- **le remboursement des frais d'hébergement;**
- **le remboursement des frais de repas;**
- **l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :**
  a) au Québec b) à l'extérieur du Québec.

Dépenses de photocopie	11 488 $
Dépenses de téléphonie cellulaire et coût d'utilisation	6 929 $
Dépenses de téléavertisseurs	S/O
Dépenses de mobilier de bureau	8 579 $
Dépenses de distributeurs d'eau de source	939 $
Dépenses de frais de déplacement :	
➢ transport	41 134 $
➢ subsistance et logement	23 191 $
Dépenses applicables à des congrès, colloques et sessions de type perfectionnement :	
➢ au Québec	82 244$
➢ à l'extérieur du Québec	0 $
TOTAL	174 504 $

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

10. NOMBRE ET RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN, DU PERSONNEL FÉMININ, DU PERSONNEL HANDICAPÉ, DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, DES ANGLOPHONES ET DES AUTOCHTONES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, PAR CATÉGORIES D'EMPLOI, POUR L'EXERCICE FINANCIER 2003-2004.

TRANCHES D'ÂGE : a) moins de 35 ans
b) 35 ans et plus

CATÉGORIES D'EMPLOI		PERSONNEL MASCULIN		PERSONNEL FÉMININ		PERSONNEL HANDICAPÉ		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES	
		ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%
Hors-Cadres	- 35 ans	1	1,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	+ 35 ans	-	-	3	4,6	-	-	-	-	-	-	-	-
Cadres	- 35 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	+ 35 ans	1	1,5	1	1,5	-	-	-	-	-	-	-	-
Professionnels	- 35 ans	2	3,0	5	7,7	-	-	-	-	-	-	-	-
	+ 35 ans	11	17,0	20	30,8	-	-	-	-	-	-	1	1,5
PBTA	- 35 ans	-	-	4	6,2	-	-	-	-	-	-	-	-
	+ 35 ans	5	7,7	12	18,5	-	-	1	1,5	-	-	-	-
TOTAL		**20**	**30,7**	**45**	**69,3**	**-**	**-**	**1**	**1,5**	**-**	**-**	**1**	**1,5**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DE CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

11. À CHACUN DES MOIS DU DERNIER EXERCICE BUDGÉTAIRE 2003-2004, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME ET CE, PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : A) NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;
B) NOMBRE TOTAL D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.); C) NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL.

	CONGÉS DE MALADIE				VACANCES (JOURS)				TEMPS SUPPLÉMENTAIRE (HEURES)								
									RÉALISÉES			PAYÉES			COMPENSÉES		
	Cadres	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Cadres	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Prof.	Fonct.	Ouvr.
AVRIL		30	17.5			34	8		76.82	18.75		6.50	12.75		70.32	6.00	
MAI	.5	28	12		3.5	17	17		46.07	21.00			10.00		46.07	11.00	
JUIN	1	29.5	24		2	42	54		30.82	33.25		4.25	18.50		26.57	14.75	
JUILLET		7	25		23	214.5	126		17.50	7.00		3.50	7.00		14.00		
AOÛT		8.5	9		14	214.5	117		10.00	6.50			6.50		10.00		
SEPTEMBRE	.5	33	15.5			16	30		80.48	29.25		4.00	29.25		76.48		
OCTOBRE		28	13		1.5	7.5	11		64.04	24.25		6.08	16.25		57.96	8.00	
NOVEMBRE	1	25.5	5.5			4.5	3		93.25	39.50		5.50	20.00		87.75	19.50	
DÉCEMBRE	.5	28.5	10		5	55	49		59.16	31.00		32.25	17.00		26.91	14.00	
JANVIER		42.5	14		6	16	18.5		105.99	46.00		33.50	27.00		72.49	19.00	
FÉVRIER	1.5	45.5	8.5		1	10.5	22		99.00	8.00		81.25	8.00		17.75		
MARS		46			7	3	31.5										
TOTAL	5	352	154		63	634.5	487		683.13	264.50		176.83	172.25		506.30	92.25	

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

12. ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL.

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis 2001-2002 :

a) Évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

b) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

c) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

d) Nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

e) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

f) Nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années.

QUESTION A)	2001-2002 à 2003-2004		
	Québec	Montréal	TOTAL

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

QUESTION B)

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

QUESTION C)

NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

QUESTION D)

NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL.

	2001-2002 à 2003-2004		
	Québec	Montréal	TOTAL
La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.			

QUESTION E)

NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

QUESTION F)

NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE ANTICIPÉS POUR LES CINQ PROCHAINES ANNÉES.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

13. BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS PAR LA SIQ.

La liste des baux pour les espaces loués par la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :

- **l'emplacement de la location;**
- **la superficie du local loué;**
- **la superficie réellement occupée;**
- **la superficie inoccupée;**
- **le coût de location au mètre carré;**
- **le coût total de ladite location;**
- **les coûts d'aménagement réalisés en 2003-2004, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;**
- **la durée du bail.**

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

14. BAUX AUXQUELS LA SIQ A MIS FIN.

La liste des baux auxquels la SIQ a mis fin en 2003-2004, et prévisions 2004-2005.
La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

15. FIRMES DE QUI SONT LOUÉS DES ESPACES.

Mis à part la SIQ, la liste des firmes en 2003-2004, de qui sont loués des espaces en indiquant pour chacune d'elles :

- **l'emplacement de la location;**
- **la superficie du local loué;**
- **la superficie réellement occupée;**
- **la superficie inoccupée;**
- **le coût de location au mètre carré;**
- **le coût total de ladite location;**
- **les coûts d'aménagement réalisés en 2003-2004, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;**
- **la durée du bail;**
- **le propriétaire et/ou le nom de la firme.**

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

16. COÛTS DE DÉMÉNAGEMENT, D'AMÉNAGEMENT DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS.

Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels depuis le 29 avril 2003.
S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

17. PERSONNEL DU CABINET DU MINISTRE AU 1ER MARS 2004.

La liste du personnel du cabinet du ministre au 1er mars 2004 en indiquant pour chaque individu :

NOM	ENTRÉE EN FONCTION	TITRE DE FONCTION	PORT D'ATTACHE	MEMBRE DE LA FONCTION PUBLIQUE
		S/O		

17. PERSONNEL DU CABINET DU MINISTRE AU 1ER MARS 2004.

– **MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR L'EXERCICE 2003-2004.**

MASSE SALARIALE AUTORISÉE DU 29 AVRIL 2003 AU 31 MARS 2004 :

S/O

– **NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET DU MINISTRE :**

S/O

– **LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE.**

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

18. BUDGET DISCRÉTIONNAIRE.

Liste des sommes d'argent versées en 2003-2004 à même le budget discrétionnaire :

a) du ministre;
b) du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- **le nom de l'organisme ou de la personne concernés;**
- **le montant attribué;**
- **le projet visé et le résultat.**

BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
S/O	

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

19. DÉPENSES AFFÉRENTES AUX TRANSFERTS OBTENUS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN 2003-2004.

La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2002-2003 et 2003-2004 dans le cadre des divers programmes à frais partagés :

- **pour chacun de ces programmes;**
- **description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.**

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

20. PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIES D'EMPLOI.

Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- **le poste initial;**
- **le salaire;**
- **le poste actuel, s'il y a lieu;**
- **la date de la mise en disponibilité;**
- **la prévision 2003-2004 et 2004-2005.**

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

21. PERSONNEL HORS STRUCTURE PAR CATÉGORIES D'EMPLOI RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE OU CET ORGANISME.

Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère ou l'organisme et qui n'occupe aucun poste dans ce ministère ou cet organisme :

- **nom de la personne;**
- **poste occupé;**
- **salaire;**
- **assignation initiale;**
- **date de l'assignation hors structure;**
- **date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.**

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

22. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET AFFECTÉ À DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES.

Liste du personnel rémunéré par le ministère ou l'organisme et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- **assignation initiale;**
- **assignation actuelle;**
- **salaire;**
- **date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.**

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

23. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ET AFFECTÉ AU MINISTÈRE OU À L'ORGANISME.

Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère ou à l'organisme :

- **assignation initiale;**
- **assignation actuelle;**
- **salaire;**
- **date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.**

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

24. PERSONNEL PAR CATÉGORIES D'EMPLOI RECEVANT UNE DOUBLE RÉMUNÉRATION.

Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :

- **le salaire de la personne;**
- **le montant reçu du régime de retraite.**

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

25. MATÉRIEL INFORMATIQUE.

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).

Matériel	Modèle	Année d'acquisition	Nombre	Coût
Ordinateurs	Mycomp	1997	3	
Ordinateurs	IBM 300 XL	1997	9	
Ordinateurs portatifs	IBM Thinkpad	1997	3	
Interfaces	Interfaces	1997	2	
Carte réseau	Carte réseau Xircom	1997	1	
Licences	Logiciel Intranet Ware	1997	30	
Licences	Logiciel Manage Wise	1997	30	
Licences	Logiciel Groupe Wise	1997	30	
Ordinateurs	IBM 300GL	1998	9	
Ordinateurs	IC011 266	1998	4	
Tape back up	Tape back up Dat 8	1998	1	
UPS	UPS Oneac 600	1998	1	
Tape back up	Tape back up Dat 4	1998	1	
UPS	UPS Oneac 400	1998	1	
Carte	SDLC EICON P92 PCI	1998	1	
Scanner	AGFA Sanpscan	1998	1	
Modem externe	GVC 56K	1998	1	
Divers logiciels		1998		
Licences	Office Pro 97	1998	16	
Ordinateurs	Seanix TCO11 333	1999	5	
Imprimante	Lexmark E+	1999	1	
Serveur	Compaq Proliant 1600	1999	1	
Module pour imprimante	Lexmark Optra S	1999	1	
Mémoire pour imprimante laser	11 P HP	1999	1	
Projecteur	Data/vidéo Sony	1999	1	
Ordinateur portable	Toshiba Tecra 8000	1999	1	
Ordinateurs	Seanix TCO BX-350	1999	1	
Hub	Stockable Hub Express 220T	1999	1	
Ordinateur portable	Toshiba satellite	2000	1	

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

25. MATÉRIEL INFORMATIQUE.

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).

Matériel	Modèle	Année d'acquisition	Nombre	Coût
Projecteur data/vidéo	Sony VPLCS1	2000	1	
Commutateur	Commutateur Intel 24 ports	2000	1	
Ordinateur portable	Toshiba satellite	2000	1	
Logiciel	Folio Builder 4.22	2000	1	
Projecteur data/vidéo	Sony VPLCS1	2000	1	
Logiciel	Gestion virtuelle centre d'archive	2000	1	
Licence	Licence Filemaker Pro Unlimited	2000	1	
Ordinateur	Intel P111800 133mhz	2001	1	
Ordinateur	Intel Celeron 700mhz	2001	1	
Backup	Backup HP Surestore DAT401	2001	1	
Ordinateurs	PCProsys	2001	8	
Ordinateurs	PC Prosys	2001	7	
Imprimante	Lexmark Optra	2001	1	
Arc serveur 2000	Advance Edition	2001	1	
Imprimante	Lexmark T522TN	2001	1	
Licence	File Maker Pro 5.5	2001	10	
Carte	SCSI Adaptec 2100 S + câble	2001	1	
Licences	Ghost Corp. 7.5	2002	72	
Licences	Antivirus 8.5	2002	14	
Licences	Antvirus M.A.J.	2002	61	
Licence	Exchange Server	2002	1	
Licences	Office XP pro fr.	2002	4	
Licences	Client Exchange	2002	16	
Licences	Agent Arcserve	2002	3	
Licences	Dreamweaver fr.	2002	2	
Imprimante	Lexmark 750DN	2002	1	
Moniteurs	LG 17 po	2002	51	
Ordinateurs	Prosys	2002	3	
Ordinateurs	Dell portable	2002	3	
Serveur	Upgrade	2002	1	
Imprimante	Lexmark T630 DTTN	2003	1	2 772 $
Ordinateur	DELL portable	2003	1	2 338 $

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

25. MATÉRIEL INFORMATIQUE.

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).

Matériel	Modèle	Année d'acquisition	Nombre	Coût
Ordinateurs	Ultra LSC-2200 Céléron	2003	15	12 690 $
Serveur	IBM X235	2003	1	8 054 $
Projecteur	Hitachi CP-X328W	2003	1	2 355 $
Licences/Logiciels	SQL et Application Center 2000	2003	2	7 843 $
Licences/Logiciels	Vstudio.net	2003	1	1 114 $
Licences/Logiciels	Windows server	2003	1	658 $
Licences/Logiciels	CRYSTAL REPORT	2003	1	625 $
Licences/Logiciels	NatQuest Pro	2003	1	695 $
Équipements	Batterie, Commutateur	2003	2	770 $
			TOTAL :	**39 914 $**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

26. MASSE SALARIALE DE CHAQUE CABINET MINISTÉRIEL DEPUIS 1989.

Évolution de la masse salariale de chaque cabinet ministériel depuis 1989.
S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

27. ABONNEMENTS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME ET LE COÛT.

Liste de tous les abonnements du ministère ou de l'organisme et le coût :

- **services Internet d'information;**
- **livres;**
- **journaux;**
- **magazines;**
- **bulletins électroniques et/ou papiers;**
- **clubs privés ou autres;**
- **billets de saison;**
- **etc.**

Bulletin CPQ (Conseil du patronat du Québec)	50 $
Éthique publique	50 $
Gazette Officielle	170 $
La Presse ltée	143 $
Le Devoir	136 $
Le Soleil	136 $
L'Actualité	34 $
Gazette des femmes	10 $
Québec dans le monde (2)	200 $
Info Presse	89 $
Faxcom Média	829 $
Socan (Société canadienne des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique)	94 $
Moteur de recherche site Internet (Fonds de l'information gouvernementale)	1 000 $
Lois du travail (2 copies)	95 $
Revue relations industrielles (Université Laval)	70 $
Accès à l'information (loi annotée)	141 $
Charte canadienne des droits et libertés	122 $
Tribunaux administratifs du Québec (2 envois)	176 $
Lois refondues	606 $
Accès à l'information / Mise à jour 2003	152 $
Accès à l'information express / SOQUIJ	125 $
Droit du travail express / SOQUIJ	494 $
Code civil mise à jour	70 $
Code de procédure civil (2)	95 $
Formulaire de procédure civil	68 $
Lois du travail	48 $
Total	5 203 $

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

28. SITE INTERNET.

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- **le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;**
- **les coûts de construction du site;**
- **le coût de l'entretien et de la mise à jour;**
- **qui est responsable du contenu sur le site;**
- **quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;**
- **le nombre de visiteurs (hits) par mois;**
- **combien de fois le site a –t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?**

Conception	Octobre 1997
Firme	Global Internet
Coût de construction et d'entretien	2 930 $
Fréquence des mises à jour	hebdomadaire (ou au besoin)
Responsable du contenu	Johanne Tremblay, responsable du Service des communications
Visiteurs par mois	6 100 visiteurs
Réfection du site	Complété en octobre 2003

Le site a été refait 1 fois :

Firme : Néomédia (Caractéra)

Coûts :

2002-2003 :	8 839 $	
2003-2004 :	9 565 $	(réfection et entretien)
Total	18 454 $	

Échéance : **réalisé**

Critères justifiant le changement :
- augmentation des informations publiées
- nouveaux besoins des clientèles
- simplification des mises à jour
- meilleur repérage des informations

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

29. PROGRAMMES SPÉCIFIQUES OFFERTS AUX JEUNES (15-35 ANS), LE NOMBRE DE PARTICIPANTS, LE COÛT DE LA MESURE, DU SERVICE OU DU PROGRAMME.

Quels sont les programmes spécifiques qui sont offerts aux jeunes (15-35 ans), le nombre de participants ainsi que le coût de la mesure, du service ou du programme?
LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

30. MISSION À L'ÉTRANGER.

Pour chacun des ministères ou organismes publics ou parapublics, lors de mission à l'étranger :

- **la liste des ententes signées et/ou annoncées;**
- **les détails de ces ententes;**
- **les résultats obtenus à ce jour.**

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

31. ÉQUITÉ SALARIALE.

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.
La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

32. DÉPENSES EFFECTUÉES EN 2003-2004 DANS LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION.

Dépenses effectuées en 2003-2004 par chaque ministère et chaque organisme dans les technologies de l'information :
a) téléphonie;
b) matériel informatique;
c) logiciels;
d) programmation;
e) formation.

Les dépenses effectuées au 29 février 2004 dans les technologies de l'information sont :

a)	Téléphonie :	2 291 $ (voir réponse 8-A, page 10)
b)	Matériel informatique :	28 979 $ (voir réponse 25)
c)	Logiciels :	10 935 $ (voir réponse 25)
d)	Programmation :	21 270 $
e)	Formation :	4 590 $

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

33. CONTRATS OCTROYÉS DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT.

Une liste et une copie de tous les contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.
Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

34. SONDAGES COMMANDÉS DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT.

Liste et copie des sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats :
Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

35. MÉTHODOLOGIE EMPLOYÉE POUR LA PLANIFICATION DES DÉPARTS À LA RETRAITE.

Méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels.
Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

36. COMITÉS MINISTÉRIELS SUR L'ORGANISATION DU TRAVAIL.

Pour chaque ministère et organisme, le cas échéant, le nombre de réunions des comités ministériels sur l'organisation du travail.
Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

37. SÉCURITÉ DES MINISTÈRES.

Pour chaque ministère et organisme, les budgets consacrés à la sécurité des ministères (interne ou par contrat à l'externe) en 2003-2004.
S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

38. GRIEFS FORMULÉS VISANT LES POLITIQUES RELATIVES À LA CONFIDENTIALITÉ.

Pour chaque ministère et organisme, le nombre et la nature des griefs formulés à l'égard des politiques ministérielles visant à assurer la confidentialité des informations ainsi que le nombre de sanctions imposées aux employés et aux cadres à l'égard de ces mêmes politiques.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

39. MODIFICATION À UNE DIRECTIVE EXISTANTE OU TOUTE NOUVELLE DIRECTIVE CONCERNANT LA CIRCULATION ET LA CONFIDENTIALITÉ DE L'INFORMATION.

Toute modification à une directive existante ou toute nouvelle directive s'appliquant à tous les ministères ou organismes, ou particulière à certains ministères ou organismes, à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information ainsi que toutes les sommes investies dans l'application de ces mesures par chacun des ministères et organismes incluant le ministère de la Sécurité publique.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

40. NOMINATIONS, DEPUIS LE 29 AVRIL 2003, DE MANDATAIRES, ÉMISSAIRES, NÉGOCIATEURS, MÉDIATEURS.

Nominations, depuis le 29 avril 2003, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs :

- **liste;**
- **mandats;**
- **contrats;**
- **résultat du travail effectué;**
- **échéances prévues;**
- **sommes impliquées.**

Concernant les mandats confiés, la réponse est incluse dans la réponse à la question no 8.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

41. TOUTE NOUVELLE ENTENTE OU LETTRE D'ENTENTE AINSI QUE TOUTE MODIFICATION AVEC LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL.

Pour chaque ministère et organisme, toute nouvelle entente ou lettre d'entente ainsi que toute modification à une entente existante avec le gouvernement fédéral, l'un de ses organismes ou un autre organisme qui a son propre conseil d'administration mais dont les fonds proviennent à plus de 50 % du gouvernement fédéral ou de l'un de ses organismes.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

42. ÉTUDES COMMANDÉES EN 2003-2004 SUR LA PRIVATISATION OU L'IMPARTITION DE SERVICES GOUVERNEMENTAUX.

Toutes les études commandées en 2003-2004 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics, les contrats liés à ces études, les mandats détaillés, l'échéance prévue et les montants impliqués.
S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

43. DÉPENSES EFFECTUÉES EN 2003-2004 POUR LES TOURNÉES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC.

Pour 2003-2004, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en distinguant pour chacune des régions.
S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

44. MONTANTS DÉBOURSÉS EN 2003-2004 ET PRÉVISIONS POUR 2004-2005 POUR LES ÉTUDES, AVIS OU ACHAT DE MATÉRIELVISANT LA MISE EN PLACE DU GOUVERNEMENT EN LIGNE.

Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2003-2004 ainsi que les prévisions pour 2004-2005 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements) pour la mise en place du gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.

La réponse est incluse dans la réponse à la question no 28.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

45. RAPPORTS ET ÉVALUATION DES MISSIONS EFFECTUÉES À L'ÉTRANGER.

Les rapports et l'évaluation des missions effectuées à l'étranger par le premier ministre, sa conjointe, les ministres, les ministres délégués, les hauts fonctionnaires.

S/O

Veuillez vous référer à la question 4.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

46. AVIS DEMANDÉS AU COMMISSAIRE AU LOBBYING.

La liste et une copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

47. AVIS DEMANDÉS À LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION.

La liste et une copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information par un ministère, organisme ou un cabinet ministériel.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

48. MANDATS CONFIÉS À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE.

La liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres.
Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

49. NOMBRE DE POSTES NON COMBLÉS DEPUIS FÉVRIER 2004.

Pour chacun des ministères et organismes, le nombre de postes non comblés depuis février 2004.
Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

50. NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DEPUIS FÉVRIER 2004.

Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2003-2004, en précisant le nombre depuis février 2004.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

51. MONTANT DES CIBLES DE COMPRESSIONS FIXÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR.

Pour chaque ministère et organisme, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2003-2004 et mesures prises pour chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.
100 000 $ pour participer aux équilibres budgétaires 2003-2004.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

52. NOMINATIONS EFFECTUÉES PAR LE CONSEIL DES MINISTRES.

La liste des nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres.
Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

53. SOLUTIONS PROPOSÉES DANS LE CADRE DES TRAVAUX SUR LA RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT.

Les solutions proposées par chaque ministère ou organisme dans le cadre des travaux portant sur la réingénierie de l'État à la demande du Conseil exécutif, du Conseil du trésor ou des comités formés par le gouvernement.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

54. CONTRATS CONFIÉS À L'EXTERNE À DES FINS DE RÉINGÉNIERIE.

La liste des contrats confiés à l'externe par chaque ministère ou organisme à des fins de réingénierie (discours, séances de remue-méninges, etc.).

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

55. SOMMES DÉPENSÉES POUR LES VOYAGES EN AVION, AU QUÉBEC ET À L'ÉTRANGER.

Les sommes dépensées pour les voyages en avion de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger :

a) au Québec;
b) à l'étranger.

a) au Québec :

S/O

b) à l'étranger :

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

56. NOMBRE D'ATTACHÉS POLITIQUES QUI ONT SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE.

Nombre d'attachés politiques qui ont signé les directives du premier ministre intitulées *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.*

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

57. MONTANTS VERSÉS À DES TRAITEURS EN 2003-2004.

La liste ainsi que les montants versés à chacun des traiteurs ayant fait affaire avec chaque ministère (incluant les cabinets ministériels) et organisme en 2003-2004.

TRAITEURS	MONTANT
Buffet Clémentine	290 $
Buffet du Passant	682 $
Claude et Marcel Martin inc.	76 $
Total	1 048 $

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

58. ÉVOLUTION DEPUIS 2000 DU NOMBRE DE FONCTIONNAIRES RESPONSABLES DES DOSSIERS DE CONDITION FÉMININE.

Pour chaque ministère et organisme, évolution depuis 2000 du nombre de fonctionnaires responsables des dossiers de condition féminine et prévision d'effectifs pour 2004-2005.
Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

59. PUBLICATIONS RELATIVES À LA CONDITION FÉMININE.

Liste de toutes les publications relatives à la condition féminine pour 2003-2004, publiées par chaque ministère et organisme.
La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 3.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

60. RAPPORTS DES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS ET GROUPES DE TRAVAIL.

Copie des rapports de tous les comités interministériels et de tous les groupes de travail pour chaque ministère et organisme en 2003-2004.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

61. PARTIES ACCESSIBLES AU PUBLIC DES MÉMOIRES AU CONSEIL DES MINISTRES.

Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres.
Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Commission
de l'équité salariale
Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS

2004-2005

Demande de renseignements particuliers

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

TABLE DES MATIÈRES

1. Mandats donnés à la SIQ pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous contrat en 2003-2004. Valeur du mandat..... **1**

2. Prévisions budgétaires pour l'année en cours et compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère du Travail et pour tous les organismes sous la juridiction du ministre du Travail..... **2**

3. Dans le cadre de la réingénierie, toute étude, analyse, sondage, protocole touchant les responsabilités du ministère du Travail, du ministre du Travail ou des organismes Relevant du ministère du Travail..... **3**

4. Toute étude, analyse, avais et sondage concernant : **4**
   - le harcèlement psychologique ;
   - l'entrée en vigueur de la loi 31 modifiant le Code du travail.....

5. Liste des comités interministériels ou avec tout autre partenaire. Pour chaque comité, Le mandat, les membres, le budget et les résultats..... **5**

6. Liste des dépenses de fonctionnement de la Commission par année depuis sa création.. **6**

7. État de réalisation et des travaux en cours de la Commission..... **7**

8. Depuis la création de la Commission, sommes investies en publicité, ventilation par année et par type de médias..... **11**

9. Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'état d'avancement des travaux des entreprises privées et des secteurs publics et parapublics visant à se conformer à la *Loi sur l'équité salariale*..... **12**

10. Nombre de décisions rendues par la Commission à ce jour et nature des décisions..... **14**

11. Nombre d'autorisations données en 2003-2004 à des employeurs d'établir un programme distinct applicable à un ou plusieurs établissements si des disparités régionales le justifient..... **15**

12. Nombre de demandes d'assistance d'entreprises ou de personnes concernant leur démarche d'équité salariale..... **16**

13. Nombre de plaintes déposées à la Commission en vertu de la *Loi sur l'équité salariale*, aperçu des plaintes et état d'avancement de celles-ci..... **17**

14. Nombre d'amendes données par la Commission en vertu du chap. VIII de la *Loi sur l'équité salariale*, ventilation par montant des amendes, types d'infraction, secteur d'activités des employeurs..... **19**

15. Effectifs de la Commission (total, femmes, personnes handicapées, membres de communautés culturelles, autochtones, anglophones)..... **20**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

1. **MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC POUR LA LOCATION, L'ACHAT, L'AMÉNAGEMENT, LA DÉCORATION ET LES TRAVAUX DIVERS EN RÉGIE ET/OU PAR SOUS-CONTRAT EN 2003-2004. VALEUR DU MANDAT.**

Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrat en 2003-2004. Valeur du mandat.

Aucun mandat

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2. PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR L'ANNÉE EN COURS ET COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL ET POUR TOUS LES ORGANISMES SOUS LA JURIDICTION DU MINISTRE DU TRAVAIL.

Prévisions budgétaires pour l'année en cours et compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère du Travail et pour tous les organismes sous la juridiction du ministre du Travail.
Voir le Cahier explicatif des crédits du portefeuille du Travail.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

3. DANS LE CADRE DE LA RÉINGÉNIERIE, TOUTE ÉTUDE, ANALYSE, SONDAGE, PROTOCOLE TOUCHANT LES RESPONSABILITÉS DU MINISTÈRE DU TRAVAIL, DU MINISTRE DU TRAVAIL OU DES ORGANISMES RELEVANT DU MINISTÈRE DU TRAVAIL.

Dans le cadre de la réingénierie, toute étude, analyse, sondage, protocole touchant les responsabilités du ministère du travail, du ministre du travail ou des organismes relevant du ministère du travail.
Cette question n'est pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits. De plus, l'information n'est pas accessible en vertu des articles 20, 33, 37, 38 et 39 de la *Loi sur l'accès à l'information.*

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. TOUTE ÉTUDE, ANALYSE, AVIS ET SONDAGE CONCERNANT :

- **LE HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE;**
- **L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA LOI 31 MODIFIANT LE CODE DU TRAVAIL**

Toute étude, analyse, avis et sondage concernant : • **le harcèlement psychologique;** • **l'entrée en vigueur de la Loi 31 modifiant le code du travail.**
Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5. LISTE DES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU AVEC TOUT AUTRE PARTENAIRE. POUR CHAQUE COMITÉ, LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS.

Liste des comités interministériels ou avec tout autre partenaire pour chaque comité, le mandat, les membres, le budget et les résultats.
Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

6. LISTE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION PAR ANNÉE DEPUIS SA CRÉATION.

Liste des dépenses de fonctionnement de la Commission par année depuis sa création.

EXERCICE	TRAITEMENTS	AUTRES DÉPENSES*	DÉPENSES TOTALES	IMMOBILISATIONS
1997-1998	768 200$	707 000$	1 475 200$	
1998-1999	1 719 314$	884 630$	2 603 944$	
1999-2000	2 522 234$	928 778$	3 451 012$*	13 258$
2000-2001	2 747 660$	1 305 361$	4 053 021$*	197 741$
2001-2002	2 860 921$	2 324 771$	5 185 692$*	69 974$
2002-2003	3 201 141$	1 879 853$	5 080 994$*	20 290$
**2003-2004	3 918 447$	1 247 083$	5 165 530$*	111 736$
TOTAL	17 737 917 $	9 277 476 $	27 015 393 $*	412 999 $

*** Inclus les dépenses d'amortissement**

**** Au 29 février 2004**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

7. ÉTAT DE RÉALISATION ET DES TRAVAUX EN COURS DE LA COMMISSION

7) État de réalisation et des travaux en cours de la Commission

Activités relatives au Secrétariat de la Commission

- Coordination, soutien et suivi de treize séances de la Commission;
- Traitement de la correspondance courante adressée à la Commission;
- Tenue et suivi d'une rencontre du Comité de consultation sur les orientations relatives au maintien de l'équité salariale;
- Traitement de 46 demandes d'accès à l'information;
- Sondage annuel sur la mise en œuvre de l'équité salariale dans les entreprises;
- Mise en œuvre du plan de travail pour le rapport de 2006 prévu à la Loi.

Activités d'ordre législatif ou réglementaire

Travaux en cours

La Commission prévoit déposer au ministre du Travail un projet de règlement destiné aux entreprises où il n'existe pas de catégories d'emplois à prédominance masculine prochainement. Par la suite, le processus réglementaire devrait être entrepris.

Activités relatives à l'analyse, à la vérification et aux enquêtes

- Traitement des plaintes et des différends par le biais des enquêtes;
- Analyse des demandes de programmes distincts;
- Suivi de l'application des décisions de la Commission;
- Élaboration et mise en place du « programme de vérification de la conformité à la LÉS »;
- Élaboration de nouvelles procédures de travail, notamment en matière de contenu du rapport d'enquête.
- Formation continue pour tous les enquêteurs/trices;
- Développement et mise en œuvre d'un programme d'accueil pour les nouvelles ressources embauchées à la Direction (programme de lecture, de formation, jumelage, etc.).

Activités relatives aux services-conseils, formation et recherche

- Production du *Progiciel pour réaliser l'équité salariale;*
- Réalisation de bancs d'essai auprès de la clientèle avant le lancement du *Progiciel pour réaliser l'équité salariale;*
- Développement et offre de nouveaux contenus de formation;
- Amorce de la tournée de formation sur le *Progiciel pour réaliser l'équité salariale*;
- Activités de partenariat :
  - rencontres avec les experts-conseils du répertoire de la CÉS;
  - collaboration à la tournée auprès des travailleuses organisée par le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT);
  - groupes de discussion (patronaux et syndicaux) sur les orientations sur le maintien de l'équité salariale;

7. ÉTAT DE RÉALISATION ET DES TRAVAUX EN COURS DE LA COMMISSION

7) État de réalisation et des travaux en cours de la Commission

Activités relatives aux services-conseils, formation et recherche (suite)

- Mise en place d'une veille en équité salariale au centre de documentation de la CÉS;
- Services à la clientèle :
  - Formation
  - Assistance spécialisée
- Préparation de la Journée de l'équité;
- Poursuite des activités de mise à jour du répertoire d'experts-conseils externes en équité salariale;
- Travaux de recherche et d'analyse;
- Développement de l'expertise de la Commission et soutien interservices;
- Exploration de l'utilisation de la formation en ligne à partir du site Internet;

Activités relatives aux communications

Publications

- Poursuite de la diffusion de documents visant à expliquer et à préciser divers aspects de la *Loi sur l'équité salariale* et la mise en œuvre;
- Rédaction et édition de nouvelles publications à l'intention des diverses clientèles de la Commission :

Travaux réalisés
- *Progiciel pour réaliser l'équité salariale* et son aide-mémoire;
- *Rapport annuel de gestion 2002-2003;*
- *Info-Équité : le maintien de l'équité salariale;*
- *Guide pour réaliser l'équité salariale dans les entreprises de 10 à 49 personnes salariées (édition révisée);*
- Publication de trois numéros du *Bulletin externe d'information*
- Production hebdomadaire d'un bulletin d'information – l'Échelle – à l'intention du personnel.

Travaux en cours
- Dépliant de sensibilisation destiné aux finissantes du secondaire, des secteurs professionnels;
- Outils de sensibilisation destinés aux travailleuses non-syndiquées.

Publicités

Placements réalisés

- Le Devoir, cahier spécial syndicalisme;
- Encart dans le Bulletin express de l'Association des détaillants en alimentation du Québec;
- Promotion du progiciel dans les médias suivants : Le Journal Les Affaires, Les Affaires hors-série, Magazine PME, Le Détaillant, Le Radar, L'Édition, Réseaux.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

7. ÉTAT DE RÉALISATION ET DES TRAVAUX EN COURS DE LA COMMISSION

7) État de réalisation et des travaux en cours de la Commission

Activités relatives aux communications (suite)

Placements réservés

- Promotion du progiciel dans les médias suivants : Magazine Affaires Plus, Revue Commerce, CA Magazine, Affaires Hôtelières, ARQ Info, Quorum, Urba, Le Journal Industriel, Transport Magazine;
- Promotion du progiciel sur le site web et dans le bulletin électronique de l'Ordre des comptables généraux du Québec.

Autres activités

- Réponses aux demandes de renseignements;
- Participation à titre d'exposant à deux salons ou expositions;
- Production d'un nouveau stand d'exposition destiné aux chefs d'entreprise leur rappelant leurs obligations et présentant une définition de l'équité salariale leur facilitant la compréhension du concept;
- Relations de presse entourant la Journée de l'équité salariale organisée par la Commission en novembre;
- Tenue de deux conférences de presse :
  - le 2 octobre 2003 pour annoncer le coup d'envoi du programme de vérification et de nouvelles mesures d'aide pour les entreprises. (La collaboration des grandes associations patronales et syndicales pour la diffusion de ces informations a été sollicitée à cette occasion.)
  - le 12 février pour faire le point sur le jugement d'inconstitutionnalité rendu à l'égard du chapitre IX de la Loi.
- Envoi d'une lettre à plus de 45 000 entreprises en février et mars 2004 afin de leur présenter le nouveau progiciel développé par la Commission et de les inviter à faire appel aux nombreux services offerts par la Commission pour les aider à appliquer la Loi;
- Mise en onde du nouveau site de la Commission à l'automne 2003 donnant accès, entre autres, aux orientations de la Commission et à un répertoire d'experts-conseils en équité salariale. Le site permet maintenant aux personnes ou groupes désireux d'assister aux activités de formation offertes par la Commission de faire leur inscription en ligne. Il permet en ouvre d'avoir accès à des extraits de procès-verbaux dont les renseignements nominatifs ont été retirés des décisions de la CÉS;
- Production d'un formulaire de rétroaction sur nos services à l'intention des utilisateurs de nos outils.

Activités d'ordre administratif

Ressources financières et matérielles

- Poursuite des activités budgétaires, comptables et financières;
- Élaboration et mise à jour de politiques, de procédures et d'outils de soutien administratif et application des règles administratives internes et gouvernementales;
- Acquisition et installation des équipements requis pour le nouveau personnel de la Commission.

Ressources humaines

- Organisation d'activités de formation en relation avec le profil recherché chez le personnel;
- Révision des outils de gestion du personnel (descriptions d'emplois, attentes signifiées et évaluation du rendement);
- Mise à jour du programme d'accueil des nouveaux employés et employées à la Commission;
- Dotation de près de 18 % des effectifs (12 postes);
- Mise à jour du plan des mesures d'urgence et de la politique de secourisme;
- Services-conseils en relation du travail, en collaboration avec la Direction des ressources humaines du ministère du Travail;
- Signature d'ententes pour des abonnements à rabais dans des centres sportifs pour le personnel. Formation d'une personne-ressource en ergonomie en milieu de travail.

7. ÉTAT DE RÉALISATION ET DES TRAVAUX EN COURS DE LA COMMISSION

7) État de réalisation et des travaux en cours de la Commission

Activités d'ordre administratif (suite)

Ressources informatiques

- Révision annuelle du cadre de gestion des ressources informationnelles;
- Production du Plan de gestion des ressources informationnelles;
- Tenue d'un inventaire des logiciels et du parc informatique.

Autres

- Travaux reliés à la révision de la planification stratégique de la Commission :
  - révision des paramètres stratégiques (axes, objectifs et indicateurs);
  - révision des indicateurs de gestion.
- Travaux reliés au nouveau système d'information de gestion intégrée des dossiers propre à la Commission de l'équité salariale :
  - phase d'architecture de système complétée;
  - phase de « conception/réalisation du système » et d' « implantation » débutée avec la réalisation d'un nouvel appel d'offre.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. DEPUIS LA CRÉATION DE LA COMMISSION, SOMMES INVESTIES EN PUBLICITÉ, VENTILATION PAR ANNÉE ET PAR TYPE DE MÉDIAS.

Depuis la création de la Commission, sommes investies en publicité, ventilation par année et par type de médias.

INVESTISSEMENT EN PUBLICITÉ	VENTILATION PAR ANNÉE	TYPE DE MÉDIAS
1997-1998	4 090 $	Média écrit
1998-1999	122 965 $	Média écrit
1999-2000	129 848 $	Média écrit
2000-2001	176 211 $ 5 694 $	Média écrit Radio
2001-2002	431 750 $ 20 167 $ 76 547 $	Média écrit Radio Panneaux autobus et métro
2002-2003	16 104 $	Média écrit
2003-2004	71 454 $	Média écrit
TOTAL :	**1 054 830 $ $**	

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9. COPIE DES ÉTUDES, ANALYSES, RECHERCHES, SONDAGES, SCÉNARIOS OU PROJECTIONS CONCERNANT L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DES ENTREPRISES PRIVÉES ET DES SECTEURS PUBLICS ET PARAPUBLICS VISANT À SE CONFORMER À LA *LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE*

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'état d'avancement des travaux des entreprises privées et des secteurs publics et parapublics visant à se conformer à la *Loi sur l'équité salariale.*

État d'avancement des travaux dans les entreprises privées

Selon un sondage réalisé pour la Commission de l'équité salariale en septembre et octobre 2003, 64 % des entreprises québécoises de toutes tailles couvertes par la *Loi sur l'équité salariale* avaient alors terminé leurs travaux. Un sondage effectué en 2002 dans les entreprises comptant de 10 à 49 salariés permet de constater que dans les entreprises de petite taille, le taux de réalisation est passé de 39 % à 62 %, ce qui montre une importante augmentation de 23 points de pourcentage.

Deux tendances ressortent de ce sondage : la *Loi sur l'équité salariale* jouit d'une plus grande notoriété et le concept d'équité salariale est mieux compris.

Pour plus d'information, consulter le *Rapport d'étude sur l'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale dans les entreprise de 10 salariés et plus* préparé en 2003 par la firme Léger Marketing, que l'on trouvera en annexe de la question 9 des renseignements particuliers.

État d'avancement des travaux dans le secteur public

Se prévalant du chapitre IX de la *Loi sur l'équité salariale*, le Conseil du trésor avait déposé, en novembre 1998, deux rapports soumettant autant de programmes de relativité salariale à l'approbation de la Commission de l'équité salariale : un pour le personnel d'encadrement et un pour le personnel syndiqué ou syndicable.

Le programme visant le personnel d'encadrement n'ayant pas été approuvé par la Commission, le Conseil du trésor avait entrepris un nouveau programme pour ces catégories d'emplois au sein de la fonction publique.

Le programme visant le personnel syndiqué ou syndicable ayant été approuvé par la Commission, les obligations du gouvernement étaient rencontrées à l'égard de ce groupe aux termes de la Loi. Les parties patronales et syndicales de la fonction publique avaient néanmoins convenu de revoir les éléments de ce programme.

Le 9 janvier dernier, la Cour supérieure du Québec rendait un jugement contre différents employeurs (61 entreprises), dont le Conseil du trésor, par lequel elle déclarait inconstitutionnel et inopérant le chapitre IX de la *Loi sur l'équité salariale*. Le Conseil du trésor n'en a pas appelé de cette décision et a plutôt affirmé qu'il allait se soumettre aux obligations générales de la Loi (aucun appel n'a par ailleurs été logé par une autre partie).

Cela implique que le Conseil doit mettre sur pied un comité d'équité salariale qui réalisera un nouvel exercice d'équité salariale conformément aux dispositions du régime général de la *Loi sur l'équité salariale* pour l'ensemble des salariés de la fonction publique, y compris le personnel d'encadrement.

La date du 21 novembre 2001 demeure la date à laquelle la réalisation de l'exercice d'équité salariale doit être effectuée. La Commission a demandé en février dernier aux employeurs visés par le jugement, dont le Conseil du trésor, de lui soumettre un échéancier raisonnable pour la réalisation de l'exercice d'équité salariale imposé par la Loi pour les obliger à se mettre en mouvement malgré que le 8 juillet reste la date finale pour la suite des choses.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9. COPIE DES ÉTUDES, ANALYSES, RECHERCHES, SONDAGES, SCÉNARIOS OU PROJECTIONS CONCERNANT L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DES ENTREPRISES PRIVÉES ET DES SECTEURS PUBLICS ET PARAPUBLICS VISANT À SE CONFORMER À LA *LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE*

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'état d'avancement des travaux des entreprises privées et des secteurs publics et parapublics visant à se conformer à la *Loi sur l'équité salariale.*

État d'avancement des travaux dans le secteur parapublic

Par l'effet de la *Loi sur l'administration publique*, la plupart des organismes paragouvernementaux sont devenus, en juin 2001, indépendants du Conseil du trésor dans le cadre de la *Loi sur l'équité salariale* et sont ainsi devenus des employeurs et des entreprises distincts aux fins de l'application de la Loi.

Après que la Commission eut clarifié certains points quant à leurs droits et obligations suite à cette émancipation, les organismes visés pouvaient choisir de poursuivre la démarche entreprise par le Conseil du trésor dans le cadre du chapitre IX de la *Loi sur l'équité salariale ou* entreprendre un nouveau programme d'équité salariale sous le régime général de la Loi.

Le jugement invalidant le chapitre IX signifie cependant que tous les organismes visés devront eux aussi réaliser un nouveau programme d'équité salariale sous le régime général de la Loi. Les organismes en ont été avisés par la Commission.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10. NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES PAR LA COMMISSION À CE JOUR ET NATURE DES DÉCISIONS.

Nombre de décisions rendues par la Commission à ce jour et nature des décisions.

DÉCISIONS RENDUES PAR LA COMMISSION 2003-2004 (29 février 2004)

Plaintes					**Différends**					**Disparités régionales**	**Comité sectoriel d'équité salariale**	**Applications de décisions**	**Préavis de décision**
Non fondées	Fondées avec mesures	Désistements	Retraits après intervention de la CÉS	Irrecevables	Non fondées	Fondées avec mesures	Retraits après intervention de la CÉS	Désistements	Irrecevables				
61	177	10	26	19	-	5	1	1	1				
293					**8**					**2**	**1**	**11**	**9**
Total : 304 décisions													
Grand total : 324													

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

11. NOMBRE D'AUTORISATIONS DONNÉES EN 2003-2004 À DES EMPLOYEURS D'ÉTABLIR UN PROGRAMME DISTINCT APPLICABLE À UN OU PLUSIEURS ÉTABLISSEMENTS SI DES DISPARITÉS RÉGIONALES LE JUSTIFIENT.

Nombre d'autorisations données en 2003-2004 à des employeurs d'établir un programme distinct applicable à un ou plusieurs établissements si des disparités régionales le justifient.
Deux autorisations ont été données.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

12. NOMBRE DE DEMANDES D'ASSISTANCE D'ENTREPRISES OU DE PERSONNES CONCERNANT LEUR DÉMARCHE D'ÉQUITÉ SALARIALE

Nombre de demandes d'assistance d'entreprises ou de personnes concernant leur démarche d'équité salariale.

Pour l'année 2003-2004 :	
▪ Demandes de renseignements reçues et traitées :	
- de la part d'entreprises (employeurs, consultants, etc.)	1 176
- de la part de syndicats	86
- de la part de personnes salariées	1 568
▪ Demandes de documents d'information	35 819
▪ Progiciel (téléchargement et CD)	955
▪ Présences à des sessions d'information et de formation	774
▪ Consultations du site Internet	61 118
▪ Demandes d'assistances spécialisées aux entreprises	822
▪ Conciliations :	
- Dossiers fermés ➢ 23 plaintes ➢ 20 différends	43
- Dossiers en processus de conciliation ➢ 36 plaintes ➢ 20 différends	46
Total :	**102 407**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

13. NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES À LA COMMISSION EN VERTU DE LA *LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE*, APERÇU DES PLAINTES ET ÉTAT D'AVANCEMENT DE CELLES-CI.

13 a) Nombre de plaintes déposées à la Commission de l'équité salariale en vertu de la *Loi sur l'équité salariale*. - Aperçu des plaintes et état d'avancement de celles-ci.

I) Plaintes et état d'avancement

Motifs	Cumul au 29 février 2004	Du 01-04-2003 au 29-02-2004
Dossiers réglés :		
- plaintes fondées avec mesures	280	177
- plaintes non fondées avec mesures	3	0
- plaintes non fondées	66	61
- plaintes irrecevables	38	19
- désistements	97	12
- retraits après intervention	99	36
- CÉS cesse d'agir	2	0
- ententes suite à conciliation	36	26
Total :	621	331
Dossiers en traitement :		
- en processus d'enquête	374	
- en processus de conciliation	36	
Total :	410	
Total :	**1031**	

II) Objet des plaintes

L'analyse des données disponibles pour les dossiers de plainte révèle que :

- environ 75% des plaintes soumises à la Commission comportent des allégations à l'effet que l'exercice d'équité salariale n'est pas terminé au sein de l'entreprise; ou que les résultats de la démarche ne sont pas à la satisfaction du ou de la plaignante;
- environ 20% des plaignant-e-s allèguent des agissements de mauvaise foi dans la démarche d'équité salariale;
- environ 3% des plaintes touchent des entreprises qui ont déjà complété l'exercice d'équité mais au sein desquelles il est allégué que l'équité salariale n'est pas maintenue;
- environ 2% des plaignant-e-s allèguent des motifs de représailles.

III) Analyse sommaire des dossiers de plaintes pour la période du 1er avril 2003 au 29 février 2004

Provenance des plaintes selon la taille de l'entreprise

Taille de l'entreprise :	moins de 10	10 à 49	50 à 99	100 et plus	Total
Nombre de plaintes	**6** (7 %)	**18** (20 %)	**11** (13 %)	**52** (60 %)	**87** (100 %)

Provenance des plaintes selon le/la plaignant-e

Associations accréditées					Salarié-e-s syndiqué-e-s					Salarié-e-s non syndiqué-e-s					Total
20 (23 %)					**40** (46%)					**27** (31%)					**87** (100 %)
- 10	10-49	50-99	100 +	Total	- 10	10-49	50-99	100 +	Total	- 10	10-49	50-99	100 +	Total	Total
1 (1%)	3 (4%)	7 (8%)	9 (10%)	**20** (23%)	1 (1%)	10 (11%)	3 (4%)	26 (30%)	**40** (46%)	4 (5%)	5 (6%)	2 (2%)	16 (18%)	**27** (31%)	**87** (100%)

IV) Objet des plaintes

L'analyse des données disponibles révèle que :

- la majorité des plaintes (60%) touchent les grandes entreprises (100 personnes salariées et plus);
- les plaintes sont déposées en majorité par des associations accréditées ou des salarié-e-s syndiqué-e-s
- les salarié-e-s non syndiqué-e-s ont déposé environ le tiers des plaintes (27 sur 87);
- la majorité des salarié-e-s non syndiqué-e-s ayant déposé une plainte travaillent dans les grandes entreprises.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

3. NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES À LA COMMISSION EN VERTU DE LA *LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE*, APERÇU DES PLAINTES ET ÉTAT D'AVANCEMENT DE CELLES-CI.

13 b) Nombre de différends déposés à la Commission de l'équité salariale en vertu de la *Loi sur l'équité salariale*. - Aperçu et état d'avancement.

Différends et état d'avancement

Motifs	Cumul au 29 février 2004	Du 01-04-2003 au 29-02-2004
Dossiers réglés :		
- faisant l'objet d'une décision de la CÉS	10	5
- irrecevables	10	1
- désistements	10	1
- retraits après intervention de la CÉS	20	1
- ententes suite à conciliation	56	30
Total :	106	38
Dossiers en traitement :		
- en processus d'enquête	24	
- en processus de conciliation	10	
Total :	34	
Total :	**140**	

Différends déposés entre le 1er avril 2003 et le 29 février 2004 = 19

13 c) Nombre de dossiers ouverts en vertu du Programme de vérification (Mise en œuvre en 2003-2004)

État d'avancement des dossiers de vérification

Motifs	Nombre
Dossiers fermés :	
- exercice réalisé est conforme	3
- exercice est conforme suite à des correctifs	3
- refus de collaborer	0
Dossiers en traitement :	
- en processus d'analyse	28
- en attente des correctifs	7
Total :	**41**

Taille des entreprises

10-49	50-99	100 +	Total
38 (92 %)	1 (3 %)	2 (5 %)	**41** (100 %)

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

14. NOMBRE D'AMENDES DONNÉES PAR LA COMMISSION EN VERTU DU CHAP. VIII DE LA *LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE*, VENTILATION PAR MONTANT DES AMENDES, TYPE D'INFRACTION, SECTEUR D'ACTIVITÉS DES EMPLOYEURS.

Nombre d'amendes données par la Commission en vertu du chap. VIII de la *Loi sur l'équité salariale*, ventilation par montant des amendes, type d'infraction, secteur d'activités des employeurs.
Aucune amende n'a été donnée par la Commission.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

15. EFFECTIFS DE LA COMMISSION (TOTAL, FEMMES, PERSONNES HANDICAPÉES, MEMBRES DE COMMUNAUTÉS CULTURELLES, AUTOCHTONES, ANGLOPHONES).

Effectifs de la Commission (total, femmes, personnes handicapées, membres de communautés culturelles, autochtones, anglophones).

Total des effectifs :	**63**
Nombre de femmes :	**45**
Nombre de personnes handicapées :	**0**
Nombre de personnes membres des communautés culturelles :	**1**
Nombre de personnes autochtones :	**0**
Nombre de personnes anglophones :	**1**